

Relire la Bible à l'heure de #MeToo

Lassées de voir la Bible utilisée pour légitimer une «soumission des femmes», une vingtaine de théologiennes protestantes et catholiques, se revendiquant également féministes, se sont réunies pour publier «Une Bible des femmes». Une nouvelle manière d'aborder les textes bibliques en les reliant aux préoccupations et aux grands enjeux de l'époque et de la condition féminine. Et, pourquoi pas, un cadeau original et engagé pour Noël... «Au XXI^e siècle, écrivent les auteures, la Bible mérite d'être tirée du désintérêt et du désamour. En tant que théologiennes, nous avons mesuré les peines, creusé les doutes, sondé les misères que certaines lectures bibliques ont alimentées, surtout auprès des femmes. Nous devons à nos contemporaines des lectures bibliques honnêtes face à leurs questions».

Retrouvez ci-dessus une interview, réalisée par DM-échange et mission, d'une des contributrices de

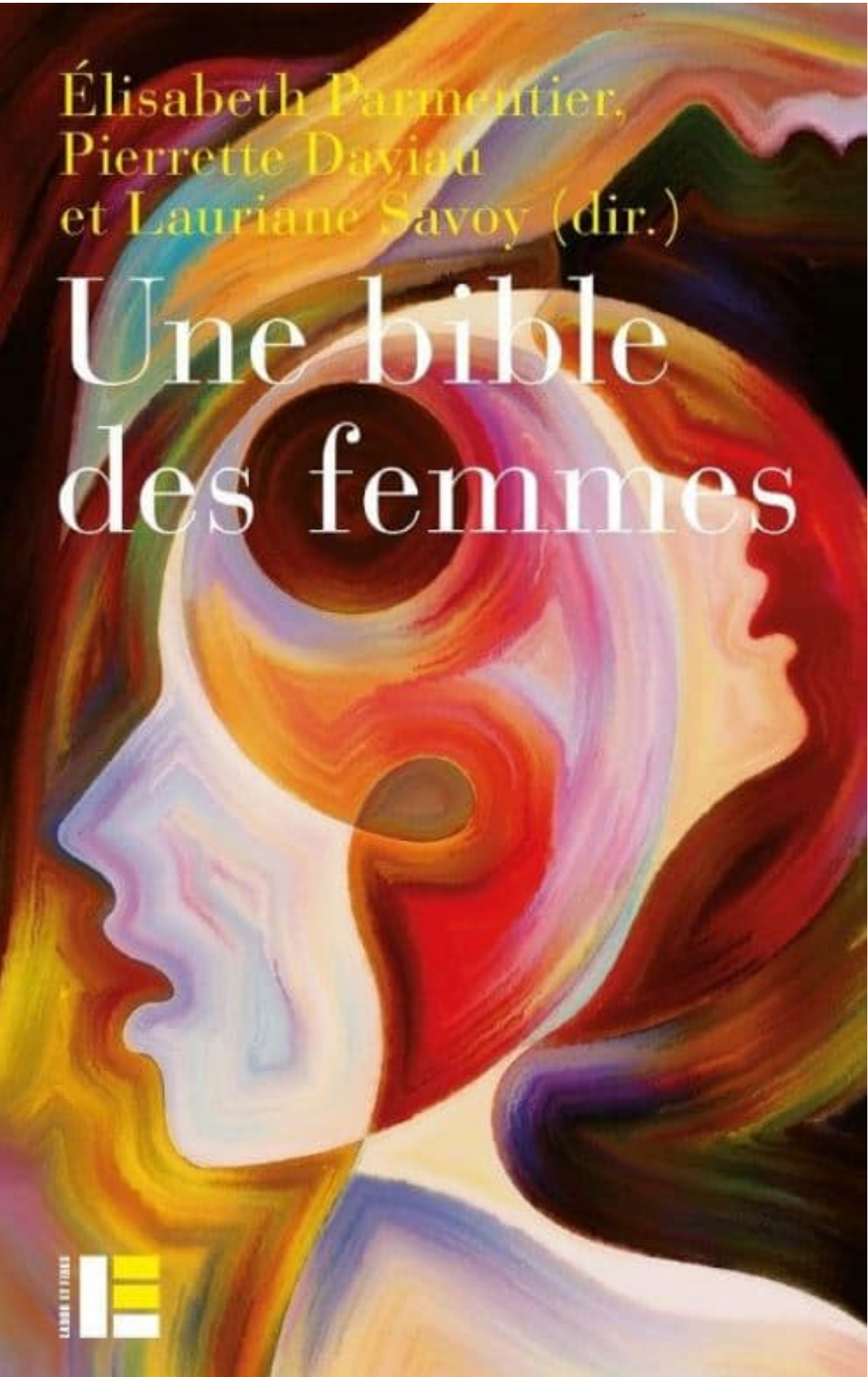
l'ouvrage : Fidèle Fifame Houssou Gandonou, pasteur de l'Église méthodiste du Bénin. Elle a consacré sa thèse aux fondements éthiques du féminisme. «Si nous comprenons l'Évangile, estime-t-elle, nous sommes tous féministes, hommes et femmes».

Au-delà des clichés véhiculés par l'imagerie populaire d'un Dieu représenté avec une longue barbe blanche, d'une Ève tentatrice, portant une pomme dans sa main, ou de lettres de Paul vues comme misogynes, la Bible recèle un immense potentiel libérateur pour les femmes. Tout est question d'interprétation... Convaincue, dès 1895, de cette nécessité de relire les textes bibliques avec une autre perspective, Elizabeth Cady Stanton avait réuni un comité de vingt femmes pour réécrire la Bible. Elles découpèrent les passages qui parlaient des femmes, et les commentèrent selon leurs convictions. Ainsi naquit la *Woman's Bible*. Un ouvrage très contesté dès l'origine, mais qui n'en devint pas moins un best-seller populaire. Les érudits de l'époque restèrent toutefois prudemment à distance et continuèrent à ne pas aborder le sujet du sexisme dans la Bible... jusqu'en 1964, année où Margaret Brackenbury Crook publia *Women and Religion*, une étude du statut de la femme dans le judaïsme et le christianisme.

Un peu plus d'un siècle plus tard, la question s'est posée de nouveau : que deviendrait une entreprise de réécriture de la Bible au XXIème siècle par des femmes ? Une Bible relue en fonction des dernières découvertes en sciences bibliques, mais aussi à la lumière des questions du temps. Sachant que l'exégèse est encore bien trop souvent une affaire d'hommes... Ainsi a vu le

jour cette «bible des femmes». Le projet émanait de la Faculté de théologie de l'Université de Genève et des Editions Labor et Fides. Il était accompagné d'un cours public au titre provocateur de «Ni saintes ni soumises: femmes de la Bible». Ce livre a réuni à nouveau un comité d'une vingtaine de femmes théologiennes, protestantes et catholiques francophones, vivant en Suisse, au Bénin ou en Allemagne. Elles ont développé une dizaine de thématiques majeures liées aux femmes, en mettant en évidence comment des textes bibliques peuvent être lus à frais nouveaux ; en tissant ainsi des liens avec les problématiques de l'époque, avec la charge mentale des mères de famille salariées, les dénonciations de #MeToo...

«Nul besoin de jeter la Bible si l'on est féministe»



Élisabeth Parmentier,
Pierrette Daviau
et Lauriane Savoy (dir.)

Une bible des femmes

«Une bible des femmes – Vingt théologiennes relisent des textes controversés», sous la direction d'Élisabeth Parmentier, Pierrette Daviau et Lauriane Savoy. Ouvrage publié chez Labor et Fides, 19,00 €

Qu'en est-il des hommes ? Ils ne sont pas laissés de côté, loin de là. «Lecteurs hommes, interpelle l'introduction de l'ouvrage, ne fermez pas ce livre en haussant les épaules, nous avons tout autant pensé à vous ! Et nous vous convions à dépasser à nos côtés des stéréotypes encore trop ancrés. On ne sait pas assez combien d'excellents travaux de biblistes, femmes et hommes, ont changé les interprétations bibliques au sujet des femmes. Les théologies féministes ont beaucoup œuvré en ce sens, suivies par de nombreuses recherches soulignant les perspectives d'encouragement et de libération qui traversent ces textes. Nous espérons éveiller la curiosité pour cette libération qui dans les textes côtoie des enfermements. Nul besoin de jeter la Bible si l'on est féministe – et nul besoin de rejeter le féminisme si l'on est chrétienne. Mais savoir lire... avec perspicacité et rébellion.»

Les auteures en sont persuadées : la lecture des textes bibliques ne peut que gagner à être ainsi faite à travers une nouvelle perspective. «Au XXI^{ème} siècle, la Bible mérite d'être tirée du désintérêt et du désamour. En tant que théologiennes, nous avons mesuré les peines, creusé les doutes, sondé les misères que certaines lectures bibliques ont alimentées, surtout auprès des femmes. Nous devons à nos contemporaines des lectures bibliques honnêtes face à leurs questions – qui sont aussi des questions pour les hommes. Dans notre bible des femmes, nous avons voulu laisser parler

les textes avec liberté. Nous commentons donc avec des genres littéraires divers, comme dans la vraie Bible : morceaux d'analyse, miettes d'humour, narrations, explications, interrogations, études textuelles, approches historiques, situations d'actualité... Autant de manières de croiser la vie quotidienne et les soucis existentiels des femmes.» Au final, et au-delà «des errances de la tradition chrétienne, des occultations, des traductions tendancieuses, des interprétations partiales, des relents du patriarcat qui ont pu mener à nombre de restrictions, voire d'interdits pour les femmes», reste cette conviction : «le témoignage de la Bible vaut la peine d'être transmis, sans taire les discussions qu'il suscite, mais avec toute la passion et la puissance de vie qu'il éveille. Nous souhaitons que quelque écume déborde sur les plages d'existence de nos lectrices et lecteurs.»

Avec les contributions de Chen Bergot, Joan Charras-Sancho, Pierrette Daviau (dir.), Priscille Djomhoué, Priscille Fallot-Durrleman, Anne-Cathy Graber, Fifamè Fidèle Houssou Gandonou, Christine Jaquet-Lagrèze, Blandine Lagrut, Isabelle Lemelin, Anne Létourneau, Lauren Michelle Levesque, Diane R. Marleau, Martine Millet, Elisabeth Parmentier (dir.), Danièle Ribier, Lauriane Savoy (dir.), Bettina Schaller, Sabine Schober, Catherine Vialle, Hanna Woodhead.

«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir»

Faire tomber les préjugés, changer les regards sur les migrants : c'est le combat de Geneviève Jacques, militante de longue date de la Cimade, et qui a présidé cette association de 2013 à 2018. Elle était invitée au Défap le 6 décembre dernier lors de la journée de réunion des Équipes Régionales Mission. Une manière de concrétiser une proximité qui se traduit notamment par le fait que le Défap siège au Conseil d'administration de la Cimade... À l'occasion de cette rencontre, Geneviève Jacques est revenue sur les engagements de la Cimade.



*Geneviève Jacques lors de la réunion des ERM au Défap,
6 décembre 2018 © Défap*

Protestantisme et Résistance, les racines de la Cimade

«La Cimade, fondée le 18 octobre 1939 et baptisée à l'origine «Comité inter-mouvements auprès des évacués», va célébrer ses 80 ans en 2019. Ses engagements d'aujourd'hui plongent dans les racines de ses engagements d'alors. Au moment de la Drôle de Guerre, des étudiants, scouts, protestants, se sont mis ensemble pour accompagner tous les «déplacés internes» que l'on évacuait alors d'Alsace-Lorraine, en prévision de l'arrivée de l'armée allemande. Puis la guerre a éclaté, la France a été en partie occupée ; la Cimade a été appelée par le pasteur Cadier, d'Oloron-Sainte Marie, pour envoyer des équipes dans un camp d'internement, celui de Gurs, où l'on commençait à enfermer de plus en plus d'anti-nazis allemands et autrichiens, considérés comme des indésirables étrangers (parmi ces indésirables figurait, par exemple, Hannah Arendt). On avait aussi commencé à y interner des Juifs, étrangers dans un premier temps, puis des Juifs français. La Cimade a installé dans le camp du Gurs une présence, une baraque qui est devenue un lieu de rencontre culturel et cultuel : les gens y retrouvaient leur dignité, ceux qui voulaient prier le faisaient... Puis, quand l'Occupation s'est étendue à tout le pays, la Cimade est entrée dans la Résistance pour faire passer des Juifs et des résistants hors du pays.

La Cimade était donc, à l'origine, un mouvement de jeunes protestants français, nourris par des réflexions de théologiens français, mais aussi allemands comme Dietrich Bonhoeffer. Avec l'idée d'être aux côtés de ceux que l'on considérait comme indésirables dans la société ; de tenter tout ce qui était possible pour

qu'ils vivent une vie digne au milieu des autres et avec les autres. Cette action s'est accompagnée, de la part des grandes figures de l'époque, d'une dénonciation à l'extérieur : c'est notamment grâce à la Cimade, qui faisait parvenir clandestinement des informations hors du pays, qu'une solidarité internationale œcuménique a pu se mettre en place.»

Être «aux côtés de»

Pour aller plus loin :

- [Un service d'Église : actualité et enjeux de la mission](#)
- [Les demandes d'asile en 2017 en France et en Europe : bilan de la Cimade](#)
 - [Des rencontres pour faire tomber les préjugés, une initiative de la Cimade](#)
 - [Le point sur le délit de solidarité avec Amnesty International](#)
 - [Le site de l'Ofpra](#)
 - [Le site du HCR](#)
 - [La rose et la mission](#)
- [Les voyages forment la Mission](#)
- [Équipes Régionales Mission : quelles missions pour demain?](#)
- [La Mission, chantier en cours](#)

«Ne pas simplement «agir pour», mais être «à côté», «du côté» des personnes étrangères – réfugiés, demandeurs d'asile, immigrés, exilés – c'est ce qui fait encore aujourd'hui partie de l'identité de la Cimade ; et aussi témoigner à l'extérieur, ne pas se contenter

d'une action de terrain. Enfin, intervenir auprès des pouvoirs publics pour faire changer des lois quand elles sont indignes, ou des pratiques quand elles sont inacceptables. Et changer les regards... Ce combat pour essayer de faire changer les regards dans l'opinion publique passe par les explications rationnelles, les publications pour démonter les préjugés et citer les vrais chiffres, mais aussi par des discours et des actions pour toucher les gens qui hésitent : ce qui peut se faire à travers des rencontres, pour sortir des concepts qui suscitent les craintes. [Les rencontres](#) avec des gens concrets sont essentielles pour faire tomber les peurs : eux aussi sont des pères ou des fils, ont une famille ; cette expérience d'une humanité partagée permet de faire évoluer les regards. Les leviers de la culture (littérature, cinéma, théâtre, chansons, mais aussi cuisine ou artisanat) permettent aussi une ouverture aux autres et au monde. Ils permettent de lutter contre l'enfermement, de montrer aux gens qu'on respire mieux avec la fenêtre ouverte. Ils donnent à voir d'autres façons de comprendre et de vivre le monde. Ils permettent de montrer que ces hommes, ces femmes et ces enfants ne sont pas des abstractions, qu'ils sont là avec nous ; et qu'il nous faut construire ensemble un «nous» commun.»

Accueillir les migrants, est-ce irréaliste ?

«Des politiques nous disent parfois que nous sommes irréalistes, naïfs ; qu'il est plus réaliste de renvoyer ceux qui sont illégalement dans notre pays. On estime qu'en France, il y a entre 200.000 et 400.000

personnes qui n'ont pas les bons papiers. Les expulser, ce n'est pas réaliste. Ce qui est irréaliste, c'est de prétendre fermer les frontières de manière étanche, de renvoyer les gens qui n'ont pas les bons papiers. Il y a de plus en plus de chercheurs, d'écrivains, qui disent qu'il est urgent d'aller vers une autre vision, une autre appréhension de la société et des questions migratoires présentes et à venir. Tout le monde reconnaît que les êtres humains ont toujours bougé à travers l'Histoire et vont continuer à le faire : on n'empêche pas l'humanité de se mouvoir. Fermer les yeux sur cette réalité, c'est se condamner à être aveugle. C'est un fait ! Et parmi les facteurs qui accroissent aujourd'hui cette mobilité, il y a par exemple le dérèglement climatique, dont les conséquences touchent déjà de plein fouet de nombreux pays. Dans la zone sahélienne en particulier, les régions habitables se réduisent ; les populations doivent partir ; et même si l'Afrique est la première concernée par ces mouvements (80% des migrations africaines se passent à l'intérieur même du continent), cela entraîne aussi des migrations internationales.

L'urgence serait de repenser cette question des mobilités entre les pays de départ, d'arrivée, de transit ; et avec les migrants, pour qu'il n'y ait pas autant de drames en cours de route : 17.000 morts et disparus en Méditerranée depuis 2014, selon l'OIM (l'Organisation internationale pour les migrations). Et comme l'Europe se ferme toujours plus pour décourager les arrivées, le nombre de ceux qui traversent la Méditerranée diminue quelque peu... mais le pourcentage des morts augmente. Il faut repenser notre façon

d'habiter la Terre : les pays existent ; mais qui dit frontières ne dit pas forcément frontières fermées ; et il faut savoir gérer ces migrations, ces mobilités, dans l'intérêt de tout le monde, pour que ce ne soient pas toujours les plus faibles qui en pâtissent.

À ceux qui disent aussi qu'il faut renvoyer les migrants pour qu'ils participent au développement de leur pays, on peut répondre que l'argent envoyé par les migrants à leurs proches atteint des montants 100 fois supérieurs à ceux de l'aide publique au développement. Des populations entières survivent ainsi. Arrêter l'immigration aujourd'hui, ce serait aggraver les problèmes d'extrême pauvreté, par exemple en Afrique.»

«Bons» et «mauvais» migrants



Geneviève Jacques au Défap, 6 décembre 2018 © Défap

«Les mots ne sont jamais neutres. On entend souvent, pêle-mêle, ceux de «réfugiés», de «demandeurs d’asile», de «migrants économiques», de «clandestins», «d’irréguliers»... Il y a ce que disent les dictionnaires, et la manière dont on utilise le vocabulaire – souvent pour entretenir une certaine confusion.

Le terme «réfugié» désigne des personnes qui ont été demandeuses d’un asile, d’une protection internationale, et qui ont été reconnues comme pouvant bénéficier de cette protection garantie par la Convention de Genève sur les réfugiés. Une personne qui fuit son pays parce qu’elle craint pour sa vie pour cause de religion, couleur, ethnie, opinions

politiques, orientation sexuelle... peut demander ainsi l'asile dans un autre pays en vertu de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'an dernier, [13.000 personnes ont obtenu en France le titre de «réfugiés»](#).

Un «demandeur d'asile», c'est quelqu'un qui vient d'arriver et qui sollicite cette protection. Parfois, il peut être pris en charge dans un certain nombre de centres – ou pas pris en charge du tout ; et il va passer par toute une procédure menée par l'Ofpra ([Office français de protection des réfugiés et apatrides](#)), qui examine ces demandes. En 2017, plus de 100.000 personnes ont ainsi déposé une demande d'asile en France.

Les politiques entretiennent facilement la confusion, surtout quand ils ne veulent pas accueillir... On parlera plus facilement de «migrants économiques» pour justifier le rejet de certains migrants. Or il y a très peu de gens aujourd'hui qui ne viennent que pour des raisons politiques, ou que pour des raisons économiques. Tous prennent les mêmes bateaux, tous fuient pour un ensemble de raisons qui sont de plus en plus mélangées : le HCR ([l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés](#)) parle aujourd'hui de profils mixtes. On ne peut pas dire qu'on va accueillir ceux qui fuient les guerres et les persécutions politiques, et fermer les frontières aux autres. Opposer de façon simplistes les «bons» et les «mauvais» migrants, c'est détestable. Derrière toutes ces histoires, il y a beaucoup de drames humains, et notre devoir, c'est de faire en sorte qu'ils soient le mieux accueillis possible. Car

pour beaucoup, le retour est tout simplement inenvisageable. Ils ont emprunté pour faire le voyage et doivent beaucoup d'argent, ils ont survécu à un parcours terriblement dangereux, ils ont vécu des choses terribles, franchi des milliers de kilomètres au péril de leur vie... Ils ne peuvent pas repartir.»

«Délit de solidarité»

Le délit de solidarité n'existe pas, sur le plan juridique. Mais on désigne ainsi les poursuites qui peuvent viser des personnes venant en aide à des migrants. Ce «délit» a été fortement écorné par rapport à la première version que prévoyait la législation française ; le seul aspect qui reste pénalement répréhensible, c'est le fait d'aider à passer une frontière. Le fait d'héberger un clandestin n'est plus un délit. Tout ce qui est de l'ordre de l'expression humanitaire n'est plus sanctionné. Le Conseil constitutionnel a reconnu un principe de fraternité en vertu duquel accueillir quelqu'un ne peut mener à une condamnation.

Geneviève Jacques

Retrouvez ci-dessous le spot de la campagne de la Cimade : «Faisons tomber les barrières invisibles !»

Messages de solidarité après la fusillade de Strasbourg

Mardi 11 décembre, peu avant 20h, un homme a ouvert le feu sur des passants à Strasbourg, près du marché de Noël ; 16 personnes ont été touchées, dont au moins deux ont succombé à leurs blessures. «Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la

prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression», écrit la Fédération protestante de France. «Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie», écrit l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine.



Communiqué de la Fédération protestante de France En réaction à l'attentat de Strasbourg

La Fédération protestante de France (FPF) exprime sa peine et son indignation face à la terrible attaque perpétrée à Strasbourg le mardi 11 décembre 2018 sur le marché de Noël faisant état

de 3 morts et de 13 blessés.

Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression. Il condamne fermement toute forme de terrorisme et rappelle son attachement aux valeurs républicaines de liberté d'égalité et de fraternité. Enfin il veut, plus que jamais, témoigner d'une espérance imprenable en Jésus Christ.

La FPF manifeste aussi son soutien aux Églises, œuvres et communautés protestantes d'Alsace ébranlées par cette violence et leur rappelle qu'elle se tient à leurs côtés.

Dans l'épreuve nous sommes amenés à nous tenir ensemble.

**Communiqué de l'Union des
Églises protestantes
d'Alsace et de Lorraine**

Pour aller plus loin :

- [Le texte du communiqué de la FPF](#)
- [Le texte du communiqué de l'UEPAL](#)
- [Le texte du communiqué de la Conférence des responsables de Culte en France](#)
- [Le texte du communiqué de l'Union des Fédérations Adventistes de France, de Belgique et du Luxembourg](#)

Strasbourg est frappée au cœur. Strasbourg, symbole de paix, capitale d'une Europe des valeurs, de l'humanisme et des droits de l'homme. Strasbourg est victime de la barbarie aveugle d'une folie radicalisée dont les méfaits mettent à feu et à sang notre planète, dans la longue série des attentats qui ont endeuillé les villes de France, d'Europe et du monde entier.

Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie. Nous savions que le marché de Noël, tradition multiséculaire de joie et de paix, était la cible potentielle de terroristes. Nous le savions et nous sommes profondément reconnaissants aux forces de l'ordre, gendarmerie, armée et police, qui veillent sur la sécurité de nos concitoyens tout

au long de l'année et particulièrement dans les semaines qui précèdent Noël. Reconnaissons aussi aux personnels de secours et aux autorités civiles qui ont assumé avec détermination, efficacité et courage leurs responsabilités dans ce drame.

Nous condamnons fermement tout acte de violence. Les Églises protestantes du monde entier ont choisi pour mot d'ordre de l'année 2019 ce verset du Psaume 34 : «Recherche la paix et poursuis-la !». A quelques jours de Noël où nous fêtons la venue du Christ, prince de la paix, cette parole est plus que jamais une invitation à nous engager activement dans la construction et la préservation de ce bien le plus précieux de l'humanité.

Les églises du centre-ville de Strasbourg organisent aujourd'hui et dans les jours qui viennent des points d'écoute pastorale et de recueillement pour tous.

Une célébration œcuménique pour la paix est organisée ce mercredi 12 décembre à 18h à l'église du Temple Neuf. Un autre temps de prière œcuménique est prévu demain jeudi à 18h en la cathédrale de Strasbourg.

Toutes les personnes de bonne volonté, quelle que

soit leur appartenance religieuse, sont invitées.

Christian ALBECKER

«Nous ne pouvons pas rester entre nous»

Deuxième volet des entretiens réalisés par Campus Protestant avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap : cette semaine, gros plan sur le projet d'une théologie interculturelle. «Dans toutes nos Églises, souligne-t-il, il y a aujourd'hui des gens qui ont du mal à « accrocher » avec notre manière de vivre la foi. Il y a tout un travail à faire pour mieux pouvoir communiquer». Ce qui peut passer par la théologie, qui a déjà connu de profondes transformations dans l'histoire récente : après la période de la propagation d'une manière de penser et d'une théologie homogènes, est venue celle des réflexions

théologiques culturellement marquées – théologies latino-américaine, asiatique, africaine... Désormais, estime Jean-Luc Blanc, «il me semble que nous pouvons mettre en dialogue ces différents courants...»

Retrouvez également cet entretien sur le site de [Campus Protestant](#).

Réalisation : Jean-Luc Mouton, pour [Campus Protestant](#).

L'étranger, quelle intégration ?

Inventer des relations au sein de communautés devenues multiculturelles, c'est de plus en plus souvent le défi auquel sont confrontées les Églises. Comment inventer des manières de témoigner ensemble, de faire Église ensemble ? Quels écueils éviter ? Les étrangers installés en France se sentent-ils des vocations, une mission particulière, vis-à-vis de leur pays d'accueil et vis-à-vis du pays dont ils viennent ? Ces thèmes étaient au cœur des échanges lors de la journée de réunion des Équipes Régionales Mission, qui s'est tenue le 6 décembre au Défap. Avec également l'éclairage d'une

intervenante représentant la Cimade, Geneviève Jacques, qui a évoqué toutes les difficultés de l'accueil, et plaidé pour l'invention d'une «politique de l'hospitalité».



***Aperçu de la réunion des ERM au Défap,
6 décembre 2018 © Défap***

«Pour accueillir l'autre, il ne suffit pas d'avoir de la bonne volonté». Le mot est de Geneviève Jacques, personnalité emblématique de la Cimade : elle y a consacré de nombreuses années de sa vie, avant de la présider

de 2013 à 2018, et elle en fait toujours partie aujourd'hui. En ce 6 décembre, elle était invitée à intervenir lors de la journée de réunion des Équipes Régionales Mission : composées de pasteurs et de laïcs, elles se retrouvent régulièrement à Paris, au Défap, tout au long de l'année, à la fois pour échanger des nouvelles sur les activités au niveau local, et pour travailler à des réflexions communes sur la mission aujourd'hui. Le thème du jour étant : «L'étranger, quelle intégration ?»... Une problématique centrale dans les Églises aujourd'hui, qui assument, bon gré mal gré, le rôle de laboratoires dans une société où les échanges se sont accrus, aggravant les inégalités territoriales au sein d'un même pays, mettant en présence des communautés au départ très éloignées géographiquement, culturellement... mais aussi dans leurs

conceptions et leurs pratiques de la foi. On peut laisser monter les tensions et opter pour le repli. On peut s'efforcer d'être en mission ensemble... Sachant que pour cela, la bonne volonté seule ne suffit pas.

«Que restera-t-il pour mes enfants de ce que j'ai apporté dans mes valises?»

Pour aller plus loin :

- [Un service d'Eglise : actualité et enjeux de la mission](#)
 - [La rose et la mission](#)
- [Les voyages forment la Mission](#)
- [Équipes Régionales Mission : quelles missions pour demain?](#)
- [La Mission, chantier en cours](#)

Au sein de l'assistance réunie dans la «salle de cours» du 102 boulevard Arago – cette même salle où la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de

Paris, ancêtre du Défap, formait au XIXème siècle ses futurs missionnaires – une petite vingtaine de personnes, venues des diverses régions de France ; une invitée, Gwenaël Boulet, secrétaire nationale de la Coordination évangélisation et formation de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF) ; et pour les accueillir, Florence Taubmann et Tünde Lamboley, du Défap. Comme point de départ des réflexions et des échanges, une relecture du cycle de Joseph dans Genèse : Joseph, arrivé comme esclave en Égypte, devenu le bras droit du pharaon, et à travers qui Dieu a pu «sauver un peuple nombreux»... Le passage proposé (Genèse 41, 45-57) montre ainsi Joseph, qui a révélé au souverain égyptien la famine à venir, parcourir tout le pays pour accumuler des réserves pendant la période d'abondance, avant de les vendre à la fois à la population du pays et à

celles des pays voisins, elles aussi réduites à la disette... Joseph l'Hébreu, investi dans ce pays où il était arrivé malgré lui d'un pouvoir qui ne le cède qu'au pharaon lui-même ; Joseph, qui sait bien que l'intégration se fait à travers des compromis, ce qui va pour lui jusqu'au changement de nom et au mariage avec une femme égyptienne... Joseph qui pourtant n'oublie pas ses racines et donne à ses enfants des prénoms hébraïques.

À travers ce personnage de Joseph, se profilent des problématiques très actuelles, que Florence Taubmann a déclinées en une série de questions pour orienter les travaux de groupes : elles concernent le rapport au pouvoir, l'évolution des noms, le mariage, la parentalité et la filiation, la réussite et le rapport qu'elle implique aux autres quand on n'est pas natif du

pays, surtout quand on accède à une position d'autorité... Peut-on rester soi-même en vivant en diaspora ? Doit-on passer par une intégration ou une assimilation ? Pour transcrire ces problématiques dans le domaine des Églises, et dans le contexte français actuel, les étrangers installés en France se sentent-ils des vocations, une mission particulière, vis-à-vis de leur pays d'accueil et vis-à-vis du pays dont ils viennent ? Vivent-ils une «double mission» comparable à celle de Joseph ? Peut-on travailler ensemble, avec nos propres vocations et missions d'accueil ? Comment reconnaître ces missions respectives et les conjuguer ? Au bout d'une heure d'échanges en groupes, ce sont des participants eux-mêmes issus d'autres pays et d'autres Églises, mais dont plusieurs sont aujourd'hui pasteurs en France, qui prennent d'abord la parole. «Nous qui

avons une double culture, nous devons accepter de jouer le rôle de ponts», estime l'un d'eux, venu du Bénin. Un autre, d'origine congolaise, s'interroge sur les difficultés de faire accepter de nouvelles pratiques musicales ou de nouveaux instruments dans les Églises en France. Les efforts d'intégration peuvent être douloureux, ce que reflète une question venue lors des échanges : «Que restera-t-il pour mes enfants de ce que j'ai apporté dans mes valises ?» Un participant de région parisienne met en avant le besoin d'échanger aussi sur ce qui fait mal, sur les blessures, comme celle de l'esclavage. Florence Taubmann insiste pour sa part sur le besoin de «ne pas parler à la place de l'autre, de lui laisser la chance de dire qui il est».

Un «réseau de villes accueillantes»



Rencontre des ERM du 6 décembre 2018 : une vue des travaux de groupes © Défap

Mais ces réflexions concernent les étrangers déjà installés, déjà accueillis, qui font déjà partie de la vie d'une paroisse ; qu'en est-il de ceux qui arrivent, parfois dans des conditions très difficiles, et pour

lesquels la première question est justement celle de l'accueil ? C'est le thème de l'intervention de Geneviève Jacques en début d'après-midi, qui après avoir fait un retour sur les racines protestantes de la Cimade et sur ses origines remontant à la Deuxième Guerre Mondiale, évoque les problématiques d'aujourd'hui. «La question de l'accueil de l'étranger, de la place qui lui est reconnue dans nos sociétés, note-t-elle, est plus clivante aujourd'hui que jamais. Le positionnement accueil ou non-accueil est une sorte de marqueur du type de société que l'on veut.» Face aux tentations de repli, «le réveil que l'on constate actuellement dans la société civile est un grand espoir pour nous. On ne se contente pas d'accueillir et d'accompagner : on veut que les politiques changent. La Cimade a un rôle de vigilance exigeante, qui

agace les ministres de l'Intérieur successifs (même s'ils nous reconnaissent ce rôle démocratique), et elle fait des propositions, pour que les décisions les plus désastreuses humainement soient changées. Elle fait aussi tout un travail juridique, elle intervient dans les tribunaux pour faire changer les pratiques... Enfin, dernière grande priorité, la Cimade essaie de promouvoir que l'idée que d'autres politiques sont possibles.»

Une autre réalité concernant les étrangers à laquelle les Églises sont confrontées... et qui se révèle souvent douloureuse. Des participants évoquent des cas de familles prises en charge par des paroisses. Des cas où la cohabitation se révèle difficile en dépit d'une bonne volonté initiale... D'autres participants évoquent le découragement de personnes très

investies pendant des mois ou des années auprès d'étrangers, dont le dossier de demande d'asile, au bout du compte, n'a pas été accepté. Que faire alors, quand ces étrangers n'ont plus légalement le droit de rester en France, que l'État, après avoir soutenu les efforts des associations, se désengage ? «Quand les choses se passent bien, reconnaît Geneviève Jacques, c'est qu'il y a une coopération intelligente entre les services de l'État, les municipalités et le secteur associatif». Et il y a des signes d'espoir : elle en veut pour preuve une initiative lancée par Damien Carême, le maire de Grande-Synthe, qui avait ouvert en 2016 sur sa commune le premier camp humanitaire de France. Il est à l'origine de la constitution d'un «réseau de villes accueillantes», qui ont décidé d'[inventer une politique de l'accueil des migrants](#)... «Aujourd'hui,

plaide Geneviève Jacques, il faut imaginer, inventer une façon de redonner corps et vie au beau terme d'hospitalité. Il y a six ans, pendant la campagne présidentielle de 2012, la Cimade avait lancé une campagne intitulée : *Inventer une autre politique de l'hospitalité*. C'est un concept auquel les chrétiens peuvent apporter beaucoup ; et une idée autour de laquelle travaillent des auteurs très divers. La revue *Esprit* a sorti cet été un numéro intitulé *Le courage de l'hospitalité*. L'anthropologue Michel Agier a écrit un livre intitulé : *L'Étranger qui vient. Repenser l'hospitalité* ; le Conseil œcuménique des Églises a mis en avant ce thème de l'hospitalité à l'occasion des célébrations de ses 70 ans...» L'hospitalité a de l'avenir.

Franck Lefebvre-Billiez

Cameroun : le Cepca à la rencontre du protestantisme français

Du 24 novembre au 4 décembre, le Secrétaire général et le responsable de la Communication du Conseil des Églises protestantes du Cameroun (Cepca) sont en visite en France. Leurs objectifs : évoquer des thèmes cruciaux pour le Cameroun, comme la crise

anglophone, avec le Défap et la Fédération protestante de France ; et favoriser un rapprochement des diverses Églises camerounaises en France, notamment en organisant un culte commun, prévu le 2 décembre au sud de Paris.



La façade du bâtiment du Cepca à Yaoundé, où il voisine avec l'Upac

© Cepca

Le Cameroun est un pays dans lequel le protestantisme a laissé une empreinte profonde. Les missions protestantes s'y sont succédé du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers

pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale (l'Upac), à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%. Les communautés protestantes les plus représentées sont les évangéliques, les baptistes, les presbytériens et les luthériens.

Dans ce pays où la vie religieuse

est très active et très présente dans l'espace public, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (le Cepca) représente onze Églises luthériennes, réformées, baptistes et anglicanes. Anciennement nommé Fédération des Églises et Missions évangéliques du Cameroun (Femec), il est l'un des principaux partenaires du Défap dans le pays. Il représente, à travers ses diverses Églises membres, plus de 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes ; ainsi que plus de 400 structures hospitalières (40% des hôpitaux camerounais sont des structures

confessionnelles), et près de 1600 écoles.

Du 26 novembre au 2 décembre, deux représentants du Cepca sont en visite en France : il s'agit de son Secrétaire général, le pasteur Paul Ngando Mbende, et de son responsable de la Communication, le pasteur Gustav Ebai Tabi. Ils se sont entretenus lundi avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap, avant de rencontrer mardi François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France. Rencontres et entretiens.

Quels sont les principaux objectifs de votre visite en

France ?

Pour aller plus loin :

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [La page Facebook du Cepca](#)
- [Le compte Twitter du Cepca](#)
- [Cameroun : la mosaïque des protestantismes](#)
- [Cameroun : échos de l'AG du Cepca](#)
 - [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
 - [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
 - [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

Pasteur Paul Ngando Mbende, Secrétaire général du Cepca : Le bureau exécutif du Cepca ayant été renouvelé depuis le mois de mai 2018, il était indispensable de renouer les contacts avec nos partenaires. La venue au Cameroun du Secrétaire général du Défap, le pasteur Jean-Luc Blanc, a été pour

nous le facteur déclencheur qui nous a décidés à lancer ces visites. Nous sommes à Paris depuis le samedi 24 novembre ; notre première rencontre a eu lieu ce lundi, au Défap. Nous avons eu l'occasion d'évoquer avec Jean-Luc Blanc l'évolution de la crise anglophone au Cameroun ; le plan stratégique du Cepca pour la période 2017-2021, notamment sur les questions des migrations et de la santé ; ainsi que les moyens de permettre un rapprochement des protestants camerounais présents en France, afin de faciliter le dialogue avec le Défap et la Fédération protestante de France.

En ce qui concerne la crise

anglophone, en quoi se manifeste l'implication des Églises ?

Pasteur Gustav Ebai Tabi, Secrétaire Exécutif chargé du Département de l'Information et de la Communication : Les divers milieux religieux ont élaboré des actions de plaidoyer communes au sujet de la crise. Protestants, catholiques, musulmans, orthodoxes travaillent ensemble, appellent tous à une cessation des violences et à une reprise des activités normales dans les écoles, qui ont été visées par des prises d'otages. Pour nous tous, cet arrêt des violences est un préalable indispensable avant toute reprise des discussions. Et

beaucoup de gens au Cameroun comptent sur cette implication des leaders religieux, sans qu'ils prennent parti, pour aider à retrouver une atmosphère de paix. Ainsi, à l'occasion de la Journée internationale de la Paix, nous avons organisé tous ensemble une cérémonie commune, en y invitant des représentants de la société civile, de l'armée, du gouvernement, de la sphère religieuse...

Qu'attendez-vous du protestantisme français sur ce sujet ?

Paul Ngando Mbende : C'est un sujet complexe et nous sommes encore en train de jeter les bases pour voir comment le

protestantisme français, à travers le Défap et la Fédération protestante de France, peut manifester sa solidarité. Cette visite doit justement y contribuer.



À gauche, le Secrétaire général, le pasteur Paul Ngando Mbende ; à droite, le pasteur Gustav Ebai Tabi, Secrétaire Exécutif chargé du Département de l'Information et de la Communication

© Défap

Quels sont vos objectifs en matière de santé ?

Gustav Ebai Tabi : Un des projets que nous avons évoqués avec le Secrétaire général du Défap, c'est la création d'une centrale d'approvisionnement en médicaments essentiels. C'est un thème qui nous tient à coeur et qui est très important pour nous, sachant que la santé est un département très développé au sein du Cepca : les diverses Églises membres du Cepca gèrent un total de 38 hôpitaux et 380 centres de santé. Or, trop souvent, les médicaments qui sont importés au Cameroun sont des génériques qui viennent d'Asie, et ne sont pas toujours efficaces...

Qu'envisagez-vous en direction des Églises camerounaises de France ?

Paul Ngando Mbende : Nous avons pour but de promouvoir un rapprochement de ces diverses Églises, qui sont très diverses, notamment en organisant un culte commun. Le but étant de permettre au Défap et à la FPF d'avoir des interlocuteurs bien identifiés au sein des Églises camerounaises, pour faciliter les contacts. Ce culte commun est prévu le 2 décembre à Issy-les-Moulineaux. Le Défap a accepté d'accueillir une réunion de pasteurs qui doit permettre de l'organiser. Nous espérons jeter des jalons afin de construire un petit groupe qui assurerait à la fois le rôle d'interface avec le Cepca, et d'interlocuteur pour le

protestantisme français.

Dans quel autre domaine visez-vous à vous rapprocher du protestantisme français ?

Gustav Ebai Tabi : Nous recherchons des partenariats en termes d'information et de communication. Nous avons une radio, Protestant Voice Radio (PVR), un journal, *Regards Protestants*, un centre de ressources qui est riche en archives... Nous avons aussi développé un projet «Jeunesse et communication de paix» : il s'agit de former des jeunes dans des quartiers défavorisés pour qu'ils produisent des émissions de radio sur ce qu'il se passe près de chez

eux...

*Propos recueillis par Franck
Lefebvre-Billiez*

**«Jeûne pour le
climat» : le
texte de l'appel
diffusé avant la**

COP24

«Sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement» : c'est ce qu'espère produire une initiative lancée par quatre personnalités protestantes, Alexandra Breukink, Natacha Cros-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp. Tous quatre ont diffusé un appel en faveur d'un nouveau «Jeûne pour le climat», alors que doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne la 24ème conférence internationale sur le climat,

qui doit préciser les termes de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015.



***Jeûner*, c'est prendre soin de soi, des autres et de notre environnement. Prendre soin de soi en offrant à son corps et son esprit un temps différent. Prendre soin des autres en témoignant de notre capacité à nous limiter pour une meilleure répartition des**

ressources. Prendre soin de ce que certains appellent nature, d'autres création, en nous montrant capables de résister à l'avidité encouragée par nos sociétés de consommation.

Jeûner pour le climat, c'est répondre à l'alerte lancée par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et interpeller les citoyens et les gouvernements à l'occasion de la COP24 :

Ouï, nous avons entendu qu'il est à la fois urgent et possible d'agir pour limiter

le réchauffement climatique en cours. Continuant à évoluer sur sa trajectoire actuelle, il engagerait à court terme des dérèglements dévastateurs et irrémédiables pour l'ensemble du vivant.

Pour aller plus loin :

- [Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
 - [Chrétiens unis pour la terre](#)
- [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
- [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF](#)
 - [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défaç \(archives\)](#)
- [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
 - [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
- [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
 - [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Ouï, nous avons conscience que les conséquences du dérèglement climatique pour l'humanité touchent et toucheront d'abord les populations les plus vulnérables. Chacun et tous devons nous mobiliser pour prévenir les injustices et les violences locales qui sont le résultat d'une irresponsabilité collective.

Ouï, nous avons une plus belle ambition que celle de « tirer notre épingle du jeu » : que la crise que nous traversons à une échelle inédite soit

**l'occasion d'une
transformation positive de
l'humain, conscient
d'appartenir à un monde, à une
histoire, à une communauté
avec lesquels il interagit
pour le meilleur et non plus
pour le pire.**

***Jeûner pour le climat, c'est
saisir l'occasion de réfléchir
à notre manière d'habiter le
monde et de décider de
changements concrets dans nos
modes de vie (choisir, par
exemple, de manger, se
déplacer, ou consommer
autrement).***

Jeûner ensemble, c'est rassembler des femmes et des hommes de tous horizons, d'appartenance confessionnelle ou non, militants ou non, autour d'une pratique ancestrale et d'une identité commune : habitants d'un monde en surchauffe, en résistance devant la fatalité et en espérance pour un changement au bénéfice de tous.

Jeûner pour le climat, c'est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité

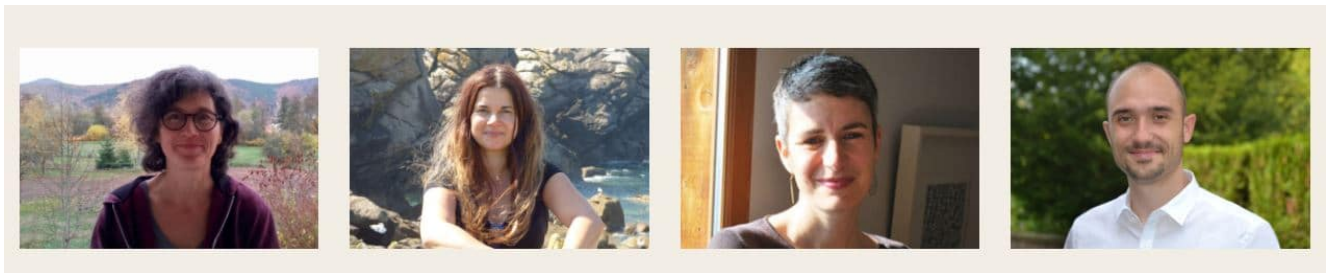
avec sa propre espèce et l'ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.

Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture de la COP24. Jeûnons un jour ou plusieurs. Jeûnons seul ou en groupe. Jeûnons de nourriture ou d'autre chose (de sa voiture, de son smartphone, etc.). Et pourquoi ne pas rompre son jeûne par un repas joyeux, qui

**célèbre nos engagements
actuels et à venir ? Proposons
et rejoignons des événements
locaux de jeûne et/ou de repas
de rupture partout en France,
grâce au site :
jeunepourleclimat.net.**

***Cet appel est signé par plus
de 90 personnalités venues de
tous les horizons, dont
l'écrivain Emmanuel Carrère,
le philosophe et écrivain
Alexandre Jollien, Radia
Bakkouch, présidente de
Coexister, Véronique Fayet,***

***présidente du Secours
catholique, ou encore Olivier
de Schutter, ancien rapporteur
spécial de l'ONU sur le droit
à l'alimentation et membre du
comité des droits économiques,
sociaux et culturels de l'ONU.***



***Les quatre personnalités à
l'origine de cet appel : de
gauche à droite, Alexandra
Breukink, Natacha Cros-Ancey,
Marion Muller-Colard et Martin
Kopp***

Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24

**À l'approche de la 24ème
conférence internationale
sur le climat, la COP24,**

qui doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne, à Katowice, plusieurs personnalités protestantes engagées pour la défense de l'environnement relancent un appel à jeûner pour le climat. Une initiative qui avait déjà vu une mobilisation internationale importante, dans la foulée d'un appel de la Fédération luthérienne mondiale, en amont des COP20 et 21. Les préoccupations environnementales ne sont plus du seul ressort des

**militants écologistes ou
des politiques : les
milieux d'Églises
manifestent ainsi
régulièrement leurs
préoccupations pour la
sauvegarde de la création.**

Une Terre bleue, où des

**bouffées de chaleur
apparaissent parfois en
jaune ou rouge : une Terre
qui, au fil du temps et des
années, vire peu à peu à un
bleu plus pâle, puis à une
couleur dorée presque
uniforme... Et bientôt, la
couleur dominante vire au
cuivre. Ce pourrait être un
cauchemar de science-
fiction. Ce n'est qu'une
des multiples animations
disponibles aujourd'hui et
qui transcrivent sous forme
de graphiques ou de mises**

en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa [sur sa page Youtube](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait

présenter une vision catastrophiste d'un futur lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Et les scientifiques ne sont plus les seuls à alerter sur les effets des changements climatiques. Les humanitaires s'y sont mis aussi. «Oui, le

changement climatique est un problème humanitaire», affirme [un article de l'agence IRIN News](#), service d'information et d'analyses humanitaires (IRIN étant un acronyme en anglais pour l'expression : «Integrated Regional Information Networks», un réseau créé en 1995 et qui était à l'origine lié au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). «Le changement climatique n'est plus perçu

**comme une menace future: la
réalité nous frappe
aujourd'hui», poursuit le
même article, signé de
Maarten van Aalst,
Directeur du Centre climat
de la Croix-Rouge et du
Croissant-Rouge. «En août,
la Fédération
internationale des Sociétés
de la Croix-Rouge et du
Croissant-Rouge (IFRC) a
signalé que des millions de
personnes étaient menacées
par les sécheresses à
travers le monde qui**

**affectaient la production
alimentaire.»**

**«Les
conséquences -
seront
gravissimes»**

Pour aller plus loin :

- [«Jeûne pour le climat» : le texte de l'appel diffusé avant la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
- [Chrétiens unis pour la terre](#)
 - [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
- [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF](#)
 - [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
- [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
- [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
 - [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
 - [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Sur le plan politique, les

**rencontres internationales
piétinent. En témoignent
les frustrations exprimées
à chaque Conférence des
Parties à la Convention-
cadre des Nations Unies sur
les changements climatiques
(CCNUCC), des réunions plus
connues du grand public
sous l'abréviation «COP» :
la COP21, en 2015, s'était
tenue à Paris et s'était
achevée par un accord
international sur le
climat, applicable à tous
les pays ; un accord alors**

validé par tous les pays participants, qui fixait comme objectif une limitation du réchauffement mondial entre 1,5°C et 2°C d'ici 2100. Mais son application a depuis été bloquée, notamment par les États-Unis qui, à la suite de l'élection de Donald Trump, ont décidé de réexaminer leur position dans ce dossier. La COP24, censée préciser les règles d'application de l'accord de Paris, doit se tenir à

partir du 3 décembre en Pologne, à Katowice. À quelques jours de son ouverture, Laurent Fabius, qui fut président de la COP21, a lancé un appel «impérieux» dans les colonnes du *Journal du Dimanche*. «J'ai, avec d'autres, sonné l'alerte rouge, écrit l'actuel président du Conseil constitutionnel. Sans un ensemble de mesures urgentes, puissantes et convergentes, nous courons

**le risque de perdre la
course engagée contre le
réchauffement. Les
conséquences seront
gravissimes, comme le
laisse présager la
multiplication des -
catastrophes auxquelles on
assiste et qui n'épargnent
aucune région du monde.»**

**Alors que les conséquences
des changements
climatiques, de la
déforestation, de
l'épuisement des ressources**

naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Si elles ne militent pas directement en faveur du climat, elles manifestent bien souvent, à

travers leurs activités,
leurs projets, des
préoccupations fortes
concernant la sauvegarde de
la création. C'est ainsi le
cas du Défap, qui a
contribué à la création du
[Secaar](#), réseau de 18
Églises et organisations
chrétiennes d'Afrique et
d'Europe, lequel s'est fixé
comme vocation «de rétablir
l'Homme et la Création dans
son intégrité» ; le
Défap soutient aussi des
[projets associant](#)

sauvegarde de la création
et lutte contre l'exclusion
et la pauvreté, comme, en
Tunisie, l'association Abel
Granier, qui a mis au point
des techniques de
réhabilitation des sols, ou
au Maroc, l'ALCESDAM, qui
aide à la sauvegarde de
palmeraies, luttant contre
l'avancée du désert et
permettant aux paysans de
mieux vivre sur place au
lieu de devoir s'expatrier...

«Rendez-vous le vendredi 30 novembre»

**Cette mobilisation des
Églises pour le climat
avait été particulièrement
spectaculaire en amont de
la COP20 et de la COP21.
Marche pour le climat,
mobilisations dans les rues
avant le début de la
conférence de Lima... L'une
des mobilisations les plus
importantes, à la fois sur**

la durée et par la diversité des chrétiens engagés partout dans le monde, s'était traduite à travers le jeûne pour le climat. Il faisait suite à un appel lancé par la Fédération luthérienne mondiale qui avait inauguré, début 2014, un mouvement mondial se traduisant par une journée mensuelle de jeûne. Cet appel s'inscrivait lui-même dans le fil d'une initiative inaugurée lors

de la conférence internationale de Varsovie sur le climat.

Alors qu'en cette année 2018, la Pologne accueille de nouveau la prochaine réunion, en France, diverses personnalités protestantes ont décidé de relancer le «jeûne pour le climat», avec le soutien actif de l'Église protestante unie de France (EPUdF) et de l'Union des Églises

protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), toutes deux membres du Défap. Le site international «fastfortheclimate» n'existe plus et les mobilisations communes se sont faites plus discrètes, mais dans le monde religieux, les initiatives en faveur du climat sont toujours présentes.

Chrétiens unis pour la Terre appelle ainsi, à partir de samedi 1er décembre, à 24h de prière

pour le climat.

Le nouvel appel français à un «jeûne pour le climat» à l'occasion de l'ouverture de la COP24 est dû à deux pasteures de l'UEPAL, Alexandra Breukink et Natacha Cros-Ancey, à Marion Muller-Colard, théologienne, docteure en théologie protestante de l'Université de Strasbourg, et à Martin Kopp, qui préside la commission écologie / justice

climatique de la Fédération protestante de France. Il participe notamment aux COP19, COP20 et COP21. «Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture de la COP24», exhortent ces quatre personnalités dans un appel commun, [relayé par l'hebdomadaire protestant Réforme](#) et signé par plus de 90 personnalités de tous horizons. «Jeûner pour le climat, c'est sortir de la

**fascination du désastre,
témoigner de la capacité
humaine au changement, à la
solidarité avec sa propre
espèce et l'ensemble du
vivant et encourager les
gouvernements à faire des
enjeux climatiques le point
giratoire de leur
politique.»**

Franck Lefebvre-Billiez



Être en mission

ensemble, le défi des Églises aujourd'hui

Cet entretien avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap, a été réalisé avec le concours et les moyens techniques de Campus Protestant.

Derrière les questions sur la mission aujourd'hui se profilent toutes les interrogations liées à une mondialisation qui tantôt rapproche, et tantôt désunit. Si au XIXème siècle, il s'agissait d'apporter l'Évangile au-delà des mers et d'implanter des Églises, aujourd'hui, le principal défi est de

**maintenir des relations
entre Églises devenues
autonomes. «On pourrait
vivre sans : le Sud
pourrait vivre sans le
Nord, le Nord pourrait
vivre sans le Sud,
souligne Jean-Luc Blanc.
Mais on veut continuer à
cheminer ensemble, à
s'interpeller
mutuellement.»**

**Retrouvez également cet
entretien sur le site de
[Campus Protestant](#).**

**Réalisation : Jean-Luc
Mouton, pour [Campus](#)
[Protestant](#).**

Madagascar : Les incertitude s de

l'entre- deux-tours

**À Madagascar, le
second tour de la
présidentielle
devrait voir
s'affronter, le 19
décembre, Andry
Rajoelina et Marc
Ravalomanana. Un duel**

**au goût de déjà-vu
entre les deux
irréconciliables
rivaux de la
politique malgache,
dont l'affrontement
était déjà à
l'origine de la crise
dans laquelle s'était
enfoncé le pays à
partir de 2009, et
qui avait vu le
retrait des bailleurs**

de fonds
internationaux. Déjà,
les deux prétendants
mobilisent leurs
troupes et pointent
les irrégularités
dont ils s'estiment
l'un et l'autre
victimes. Mais pour
la majorité des
Malgaches, ce duel ne
change guère un
quotidien difficile.



***Un village sur la
route de Mananjary,
sur la côte sud-est
de Madagascar ©
Franck Lefebvre-
Billiez, Défap***

S'il est une chose, à

**Madagascar, qui fait
consensus parmi les
candidats à l'issue
du premier tour de
l'élection
présidentielle... c'est
leur unanime
dénonciation du
système électoral.
Les chiffres sortis
des urnes le 7
novembre, et qui**

**doivent encore être
proclamés
officiellement par la
Haute Cour
constitutionnelle
après leur
annonce samedi par la
Commission électorale
nationale
indépendante (Céni),
promettent pour le
second tour un duel**

**aux airs de déjà-vu :
en tête, Andry
Rajoelina a obtenu
39,19% des suffrages.
Juste derrière, Marc
Ravalomanana est
crédité de 35,29% des
voix. Rajoelina a
obtenu ses meilleures
scores dans les
régions côtières,
Ravalomanana étant**

majoritaire au centre
de l'île : le second
tour s'annonce
âprement disputé
entre les deux
rivaux. Deux anciens
présidents qui
poursuivent leur duel
dans les urnes, après
avoir été tous deux
écartés de la
présidentielle

**précédente sous le
poids de la
communauté
internationale, afin
de sortir d'une crise
politique
interminable qui
avait provoqué la
fuite des bailleurs
de fonds
internationaux, avec
des conséquences**

**catastrophiques pour
l'économie malgache.**

**Mais dans un pays
accoutumé aux
soubresauts
politiques, où les
élections
présidentielles
s'achèvent parfois
par des prises de
pouvoir dans la rue,
les deux rivaux ne se**

**contentent pas de
mobiliser leurs
troupes dans
l'optique du 19
décembre, date prévue
pour le second tour.
Ils ne se contentent
pas de courtoiser les
principaux des 34
autres candidats
éliminés à l'issue du
premier tour. Ils**

dénoncent tous deux anomalies et fraudes électorales à leur détriment. Andry Rajoelina a trouvé son angle d'attaque : le système informatique de la Cénî. «On a tout fait pour empêcher le score du candidat numéro 13 (à savoir

Andry Rajoelina)
d'atteindre et
dépasser les 40%», a-
t-il dénoncé dès
lundi, réclamant un
«audit» du logiciel
de la Commission
électorale nationale
indépendante. «La
seule idée avec
laquelle je suis
d'accord est que je

**suïs en tête. Mais je
ne suis pas d'accord
avec les
chiffres». Marc
Ravalomanana n'est
pas en reste : dès
mardi, l'un de ses
avocats transmettait
à la Haute Cour
constitutionnelle (la
HCC) plus d'une
cinquantaine de**

**requêtes pour
«corriger certaines
irrégularités» dans
les résultats
provisaires du
premier tour.**

**Ce que cache
la «bataille**

des ex»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

**La HCC croule ainsi
sous les
recours. Certains
candidats vont
jusqu'à réclamer
l'annulation pure et
simple du scrutin.**

C'est notamment le cas de la coalition des 25 candidats qui, avant même le premier tour, dénonçaient le travail de la Céni. Mais c'est aussi le cas du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, qui n'a obtenu que 8,8% des voix et se

**dit victime d'une
«fraude massive». La
commission
électorale, pour sa
part, défend son
travail. «Nous
n'avons accepté aucun
ordre de quiconque
dans cette élection.
On n'a accordé aucun
traitement de faveur
à qui que ce soit», a**

**affirmé Hery
Rakotomanana, son
président, dès
l'annonce des
résultats provisoires
du premier tour.**

**Une contestation
généralisée qui
laisse craindre de
possibles troubles :
aussi l'armée est-
elle sortie de sa**

**réserve, le 16
novembre, pour
appeler les candidats
à respecter le bon
déroulement du
processus électoral.
«Madagascar est un
État de droit, a
déclaré Njatoarisoa
Andriajanaka,
commandant de la
gendarmerie**

**nationale. Les forces
de l'ordre
avertissent tout
individu qui serait
tenté de faire une
provocation ou de
semer le trouble». L'armée
n'a pas
toujours eu cette
neutralité : en 2009,
elle avait obligé
Ravalomanana à céder**

**le pouvoir
à Rajoelina. Mais
Ravalomanana lui-
même, en 2001,
s'était déjà proclamé
président avant le
second tour,
précipitant le pays
dans une violente
crise qui s'était
achevée par la fuite
de son prédécesseur,**

Didier Ratsiraka... Et voilà qu'à cette présidentielle de 2018 se retrouvaient une nouvelle fois les vieux adversaires de la politique malgache, y compris Didier Ratsiraka lui-même, qui était déjà à la tête du pays en 1975 et aujourd'hui

**âgé de 85 ans – même
si «l'Amiral rouge»,
comme on le surnomme,
n'a, il faut bien le
dire, obtenu qu'un
score purement
symbolique de 0,45%
des voix. L'année
2013, qui avait donné
une impression de
renouvellement avec
l'affrontement entre**

Hery

Rajaonarimampianina

et Jean-Louis

Robinson, n'aura été

qu'une parenthèse ;

encore ces deux

candidats

bénéficiaient-ils

chacun du soutien

d'un «ancien» : Andry

Rajoelina pour le

premier, Marc

**Ravalomanana pour le
second.**

**Les
présidents
changent,
les défis du
quotidien**

demeurent



Derrière

**cette «bataille des
ex» se profilent en
réalité tous les maux
de la politique
malgache : si les
formes démocratiques
sont globalement
respectées, la
compétition pour le
pouvoir se joue en
fait au sein d'un**

**tout petit groupe qui
concentre l'essentiel
des ressources de
l'île, et reste
déconnecté des
besoins réels de
l'immense majorité de
la population. Une
population pour
laquelle la
nourriture représente
encore trop souvent**

la préoccupation principale, et dont la très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté absolue de deux dollars par jour. Pendant que les candidats à la présidentielle s'affrontent à travers leurs chaînes

**télévisées (Rajoelina
et Ravalomanana ont
chacun la leur), se
déplacent en
hélicoptère,
multiplient les
meetings avec
invitation d'artistes
et feux d'artifices,
déplacent les foules,
la population
malgache s'intéresse**

**peu au vote.
D'élection en
élection, le taux de
participation baisse.
Et au-delà du taux de
participation
proprement dit, le
rapport du nombre de
votants par rapport à
la population n'a
cessé de diminuer
depuis 1992, partant**

**de 37,7% pour
atteindre 17,03% en
2013.**

**Pour beaucoup de
Malgaches, la période
électorale est
d'abord une période
d'incertitudes et de
possibles troubles ;
mais au-delà, ils
n'envisagent guère de
changements dans leur**

**quotidien, quel que
soit le futur
président. Se
nourrir, se loger,
voilà les vraies
préoccupations
quotidiennes ;
l'éducation elle-même
vient loin
derrière. Madagascar
reste le cinquième
pays au monde avec le**

**plus grand nombre
d'enfants non
scolarisés. Or sans
accès au savoir, pas
d'évolution sociale
possible – dans un
système éducatif qui
reste très largement
inégalitaire, et où
le français, pourtant
non enseigné en école
primaire, reste le**

**sésame indispensable
pour accéder à des
études secondaires,
voire supérieures.
Voilà pourquoi les
engagements du Défap
à Madagascar tournent
essentiellement
autour de l'éducation
: notamment autour de
l'enseignement du
français. D'une**

**présidentielle à
l'autre, les mêmes
enjeux demeurent.**

***Franck Lefebvre-
Billiez***

**Haïti :
vivre,
étudier et
reconstruire
après**

Le séisme

Depuis le
tremblement de
terre du 6 octobre,
la réponse des
autorités
haïtiennes est
lente. La
Fédération des

**Écoles Protestantes
d'Haïti (FEPH),
partenaire
privilegié du Défap
dans la région,
faisait partie des
tout premiers
intervenants sur
place. Le séisme
n'était pas une
catastrophe**

**majeure, et n'était
en rien comparable
avec la catastrophe
de 2010 : la
mobilisation
internationale est
donc restée
limitée. Pourtant,
les besoins sur
place sont nombreux
:**

écoles

**fragilisées ou qui
devront à terme
être rasées,
matériel scolaire à
remplacer...**

**Rencontre avec
Christon St Fort,
directeur exécutif
de la FEPH, qui
évoque la situation
post-séisme.**



***Rencontre organisée
par la FEPH dans la
région touchée au
lendemain du séisme***

© FEPH

En

Haïti,

***l'éducation est un
secteur où les
besoins sont
criants : selon les
chiffres de la
Banque Mondiale,
plus de 200.000
enfants ne sont pas
scolarisés. Les
écoles publiques
sont une petite***

***minorité (9 écoles
sur 10 sont des
établissements
privés); et le
niveau général est
tellement faible
que moins de 5%
d'une classe d'âge
obtient le bac.
Dans ce contexte,
la Fédération des***

***Écoles Protestantes
d'Haïti (FEPH),
grâce à son réseau
de 3000 écoles
protestantes,
revendique la
scolarisation de
300.000 enfants.
Elle est soutenue
directement par le
Défap à travers des***

***financements
directs et à
travers ses envoyés
; elle fait aussi
partie des
partenaires
privilégiés de la
Plateforme Haïti,
mise en place sous
l'égide de la
Fédération***

*protestante de
France et où le
Défap se retrouve
aux côtés de divers
acteurs du
protestantisme
français impliqués
dans ce pays, comme
La Cause ou la
Mission Biblique.
Or de nombreuses*

**écoles ont été
détruites ou
fragilisées
lorsqu'un
tremblement de
terre de magnitude
5.9 a frappé le
pays, le samedi 6
octobre à 8h12 du
soir. Haïti se
trouve à la**

***frontière entre la
plaque tectonique
caraïbe et la
plaque d'Amérique
du Nord : le risque
sismique y est
important, et le
tremblement de
terre de 2010 a
notamment laissé un
profond***

***traumatisme. Au
cours des heures
suivant la première
secousse, la FEPH a
lancé une mission
d'évaluation dans
les régions
directement
touchées : le nord-
ouest du pays et
plus***

***particulièrement
les environs de la
ville de Port-de-
Paix. Y***

***participaient
notamment Christon
St Fort, directeur
exécutif de la
FEPH, et Ingrid
Hardouin, chargée
d'appui aux***

***partenariats,
envoyée du Défap.
Un mois et demie
après ce séisme,
Christon St Fort
évoque l'évolution
de la situation sur
le terrain.***

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

**De quelle manière
la Fédération des
Écoles Protestantes
d'Haïti est-elle
impliquée dans la
réponse au séisme
du 6 octobre
dernier ?**

Christon St Fort :
Il faut souligner
tout d'abord que la
FEPH a
l'autorisation de
la direction de la
Protection civile
pour intervenir
directement dans
les zones
sinistrées. Nous

**avons déjà fait un
premier rapport. La
FEPH participe
aussi aux
différents groupes
de travail sur la
réponse
humanitaire. Dans
l'immédiat, nous
interventions surtout
dans le domaine de**

**l'appui
psychosocial :
notre première
action d'envergure
suite au séisme a
été une formation à
destination des
enseignants. Un
responsable du
ministère de
l'Éducation**

**nationale a
d'ailleurs
souligné, à propos
de cette formation
à l'appui
psychosocial, que
la FEPH était la
première
institution à faire
ce genre
d'intervention dans**

**la zone touchée par
le séisme depuis le
6 octobre.**

**D'autres actions
sont envisagées :
notamment une
évaluation de
l'état de tous les
bâtiments scolaires
situés dans la**

**région où s'est
produit le séisme.
Il ne suffit pas de
constater qu'il y a
des fissures dans
un mur : il nous
faut l'avis de
techniciens
compétents pour
savoir si le mur
est réparable ou si**

**l'école, à terme,
s'écroulera – et
s'il vaut mieux la
raser pour
reconstruire. Pour
faire une telle
évaluation, il faut
du temps et des
moyens... Un autre
aspect, c'est la
«peur du béton» :**

**beaucoup d'enfants
craignent de
retourner en
classe, redoutent
que le bâtiment ne
s'effondre, et il
nous faut des
éléments pour
pouvoir les
rassurer.**

Quelles sont les actions envisagées à moyen terme ?



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins : au centre, Ingrid Hardouin, envoyée du Défap © FEPH

Christon St Fort :

**Il faudra réparer,
bien sûr, là où
c'est possible ; et
pour les écoles qui
se révéleront trop
endommagées, il
faudra
reconstruire. Ce
qui supposera dans
un premier temps de
monter des classes**

**transitoires en
structures légères
: car reconstruire
en dur prend du
temps, et il faut
bien que les élèves
puissent poursuivre
leur scolarité. Une
autre action
d'envergure sera
l'information sur**

**les risques
naturels. La FEPH
est déjà impliquée
dans des campagnes
d'éducation à la
gestion des risques
et des désastres :
il s'agit de
sensibiliser à la
fois les
enseignants et les**

**élèves aux
conduites à tenir
en cas de
catastrophe
naturelle. Haïti
est un pays
particulièrement
exposé, qu'il
s'agisse de
tremblements de
terre ou de**

**cyclones. On sait
bien qu'il y aura
d'autres séismes.
Or si les enfants
ne sont pas bien
formés, ils ne
peuvent pas savoir
quel comportement
adopter en cas de
catastrophe. Voilà
pourquoi la FEPH**

**tient
particulièrement à
développer ces
formations dans les
écoles.**

**Enfin, au-delà des
bâtiments, il y a
tout le matériel
scolaire à
reconstituer : il**

**faut aider les
familles dont les
enfants n'ont plus
d'affaires de
classe, fournir du
matériel scolaire
aux enseignants
quand le leur a été
détruit... Ce ne sont
pas les projets qui
manquent.**

Où en est la
réponse des
autorités
haïtiennes face aux
conséquences du
séisme ?



Christon St Fort © FEPH

**Christon St Fort :
Elle est plutôt
lente. L'État
haïtien s'avère
malheureusement**

dépassé par les événements. Il faut dire que la situation politique n'est pas favorable.

Actuellement, il y a des mouvements de protestation dans tout le pays contre le gouvernement en

**place. La première
raison, ce sont les
soupçons de
corruption : les
dirigeants actuels,
mais aussi leurs
prédécesseurs, sont
soupçonnés d'avoir
dilapidé les fonds
du programme
PetroCaribe. C'est**

**un accord régional
entre les pays des
Caraïbes et le
Venezuela, dans
lequel Haïti est
partie prenante, et
qui permet
d'obtenir du
pétrole vénézuélien
à des conditions
préférentielles –**

**notamment avec un
système de
paiements
échelonnés. Or 3,8
milliards de
dollars affectés à
ce programme, et
correspondant à des
prêts accordés par
le Venezuela sous
forme de vente à**

**crédit de
carburant,
remboursables sur
vingt-cinq ans avec
un taux d'intérêt
de 1% par an,
semblent avoir
disparu... La
deuxième raison,
liée à la première,
ce sont les voix**

**qui s'élèvent au
sein de
l'opposition au
président haïtien,
Jovenel Moïse, pour
réclamer son
départ. Ceux qui
avaient protesté
contre son arrivée
à la présidence
voient aujourd'hui,**

**dans le scandale
PetroCaribe, un
moyen de l'obliger
à partir. Le 17
octobre dernier, il
y a eu à Port-au-
Prince une très
grande
manifestation
contre la
corruption. Le 18**

**novembre, jour de
fête nationale,
l'opposition a
organisé de
nouveaux défilés,
il y a eu plusieurs
morts ; et depuis
le pays est bloqué.
J'ai vu Port-au-
Prince devenir une
ville morte pendant**

**plusieurs jours.
Les banques restent
fermées, tout comme
les administrations
et les commerces,
les transports sont
bloqués... Bien
évidemment, dans un
tel contexte, la
FEPH elle aussi a
dû reporter**

**certaines de ses
activités.**

***Propos recueillis
par Franck
Lefebvre-Billiez***

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Attentat en Égypte

■
■

**communiqu
é commun
des
instituti**

**ons
protestan
tes
française**

S

En Égypte, la communauté copte a été de nouveau visée par un attentat. Sept fidèles ont été

**tués et de
nombreux autres
blessés sur la
route du
monastère de
Saint-Samuel, le
vendredi 2
novembre, quand
des hommes armés
ont ouvert le feu**

sur leur bus.
L'attaque a été
revendiquée par
le groupe État
islamique (EI).
Dans un
communiqué
commun, le Défaç,
l'Action
Chrétienne en

**Orient, la
Fédération
protestante de
France, l'Église
protestante unie
de France,
l'Union des
Églises
protestantes
d'Alsace et de**

**Lorraine,
dénoncent «le
fanatisme et
l'extrémisme
meurtrier» à
l'origine d'un
tel acte, qui
«nous engage à
soutenir toutes
les initiatives**

**visant à la paix
et à l'égalité
entre les
communautés
religieuses
d'Égypte».**



***Le lieu de
l'attaque,
dans la province
d'al-Minya (DR)***

**« Nous voulons
adresser toute
notre compassion,
notre solidarité**

**et nos prières
aux familles et
aux chrétiens
égyptiens touchés
par le nouvel
attentat qui a
fait vendredi
dernier sept
victimes et de
nombreux blessés**

**au sein de la
communauté copte.**

Pour aller plus loin :

- [Égypte : actualités du Défap et
fiche pays](#)
- [Téléchargez le texte de ce
communiqué en pdf](#)

**Le fanatisme et
l'extrémisme
meurtrier du soit
disant État
islamique ont
encore une fois**

**visé des
chrétiens de la
province d'al-
Minya alors
qu'ils se
rendaient en
pèlerinage au
monastère d'Anba
Samuel.**

**Cet acte horrible
nous révolte et
nous engage à
soutenir toutes
les initiatives
visant à la paix
et à l'égalité
entre les
communautés
religieuses**

**d'Égypte. Ainsi
nous nous
réjouissons de la
conférence pour
la paix qui s'est
tenue au Mont
Sinaï les 18 et
19 octobre
derniers et qui a
réuni les**

**différentes
autorités civiles
et religieuses du
pays autour du
thème *Ici nous
prions ensemble.***

**C'est dans cette
lutte pour la
tolérance et dans**

**l'espérance de la
victoire de la
vie sur les
forces de mort
que nous
encourageons nos
frères et nos
sœurs d'Égypte à
garder courage et
confiance. »**

**Le 7 novembre
2018**

***M. François
Clavaïroly,
président de la
Fédération
Protestante de***

France

***Mme Emmanuelle
Seyboldt,
présidente du
Conseil national
de l'Église
protestante unie
de France***

***M. Christian
Albecker,
président de
l'Union des
Églises
Protestantes
d'Alsace et de
Lorraine***

M. Joël

***Dautheville,
président du
DEFAP, service
protestant de
Mission***

***M. Albert Huber,
président de
l'Action
Chrétienne en***

Orient



Pour l'État islamique, toutes les croyances autres sont des cibles

Le groupe jihadiste État islamique prône une version extrême du salafisme, courant fondamentaliste de l'islam sunnite prônant un retour aux pratiques de l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples, qui l'amène à s'attaquer non seulement aux fidèles des autres religions, mais aussi à ceux d'autres branches de l'islam considérées comme hérétiques. L'État islamique a ainsi revendiqué une série d'attentats contre la communauté copte d'Égypte. Le soufisme, courant ésotérique de l'islam, est accusé pour sa part d'hérésie et de polythéisme, de fait de son recours à l'intercession des saints morts. L'État islamique condamne aussi ce qu'il qualifie d' »innovations « : rites et prières des soufis non prescrits à l'origine par le prophète Mahomet.

